

Zeitschrift: Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile
Herausgeber: Schweizerischer Zivilschutzverband
Band: 44 (1997)
Heft: 9

Rubrik: Voix Suisse romande

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 26.01.2026

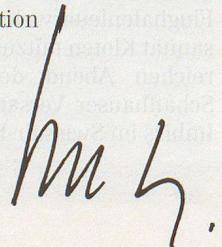
ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

E *dito romand*

Une fois de plus la nature a «frappé»; du côté de Langnau, à Lucerne, dans l'Entlebuch, etc. A chaque fois, les pompiers, la PCi sont intervenus pour porter aide. Du côté de Sachseln (Obwald), les éléments déchaînés ont frappé encore plus fort. Très vite, les secours se sont organisés avec en première ligne les pompiers et la PCi de la région, avec le renfort bienvenu des sapeurs d'un bataillon de génie de l'armée. Les dégâts sont estimés entre 50 et 100 millions de francs. La presse alémanique a relevé à plusieurs reprises et avec objectivité tout le travail effectué par les différents partenaires pour venir en aide à la population de Sachseln. La nouvelle philosophie d'intervention de la PCi est donc reconnue et son utilité démontrée.

Pourtant, une fois les premiers secours apportés, il faudra encore se livrer à une remise en état qui prendra beaucoup de temps. Pour faire face à ces importants travaux, les autorités du canton d'Obwald ont lancé un appel aux offices cantonaux de PCi, appel qui a été entendu en Suisse alémanique comme en Romandie. De nombreux volontaires iront donc donner un coup de main à nos compatriotes en difficulté. Cela permettra de diminuer le coût de la remise en état, pour des dégâts non pris en charge par le pool d'assurances, par exemple. Finalement, année après année, beaucoup de régions du pays sont victimes des colères de la nature. Année après année aussi, les formations de PCi de toute la Suisse sont engagées (souvent dans l'anonymat) pour porter aide et assistance. Il serait bon que les parlementaires fédéraux (et cantonaux) s'en souviennent lors de l'examen des budgets consacrés à la PCi; mais aussi pour que, lors des discussions de la session fédérale de cet hiver, on octroie une subvention à l'USPC pour son travail d'information.

René Mathey



La PCi sens dessus dessous

L'AVPC à Beausobre

L'Association Vaudoise pour la Protection des Civils (AVPC) a tenu son assemblée générale à Beausobre, à Morges, sous le signe de l'avenir, en misant notamment sur un rapprochement avec l'Association Cantonale Vaudoise des Cadres Supérieurs (ACVCS).

RENÉ MATHEY

Une quarantaine de membres avaient répondu à l'invitation, parmi lesquels ont pouvait remarquer: Paul Rochat, Préfet de la Vallée de Joux, Eric Voruz, Syndic de Morges, Patrik Farjon, président de l'ACVCS ainsi que Philippe Wassmer, directeur de la Sécurité Civile de la République et canton de Genève et Pierre-Alain Collet, chef ORPC de Cossonay, ces deux derniers étant les principaux orateurs de la soirée, sans oublier Michel Buttin, Chef du Service cantonal vaudois de PCi.

Dans son rapport, Christiane Langenberger, présidente, a souligné les moments difficiles traversés par l'AVPC dont ont peut retenir l'indélicatesse de l'ancienne trésorière qui a mis les finances à mal en puisant un montant de 44 000 francs dans la caisse. Plainte a été déposée; l'AVPC a obtenu gain de cause et l'ex-trésorière rembourse désormais 500 francs par mois.

Autre élément auquel l'AVPC doit faire face est la diminution drastique de ses membres, donc des cotisations. Selon les derniers relevés l'association compte 470 membres alors qu'ils étaient encore le double il y a à peine trois ou quatre ans. Cette baisse n'est pas une surprise en soi, puisque la réforme de la PCi a provoqué une diminution des effectifs, donc des membres.

Il n'empêche que l'AVPC doit aller de l'avant, souligne encore Christiane Langenberger, d'autant plus qu'il semble que la mise en place de la régionalisation soit un moment propice pour que l'AVPC et l'ACVCS, qui doit elle aussi se restructurer, se rapproche afin de faire une réflexion en commun. «C'est d'autant plus important», ajoute Christiane Langenberger, «que si le canton de Vaud s'achemine vers la création peut-être d'un département de la Sécurité qui englobe tous les domaines, nous avons tout intérêt à disposer d'une

association forte, capable d'être un véritable partenaire pour les autorités.»

La régionalisation de la PCi est en phase de réalisation et devrait voir un aboutissement en fin d'année. Il est aussi réjouissant, explique encore Christiane Langenberger, de constater que les efforts consentis dans le domaine de l'instruction portent leurs fruits; d'ailleurs on entend moins de personnes se plaindre de perdre leur temps.

Particulièrement engagée dans son mandat de Conseillère nationale, Christiane Langenberger envisage de passer le témoin aussitôt que possible, mais en tout cas pas avant que l'AVPC ait trouvé un second souffle.

La régionalisation en marche...

Après la partie statutaire, Pierre-Alain Collet, chef ORPC de Cossonay a fait part de ses premières expériences de «patron» d'une région.

L'apparent succès de la régionalisation de Cossonay tient au sérieux et à la célérité des Autorités de toutes les communes concernées (elles sont tout de même 31, représentant un bassin de population de quelque 18 600 personnes). La région est administrée par un comité exécutif de cinq membres. Pour fonctionner, la région a engagé un chef de région (à 100%), un chef d'Office (80%) et un responsable de matériel (20%). Pierre-Alain Collet se félicite de disposer d'un Comité directeur qui connaît la PCi et d'une Assemblée régionale qui assume sa responsabilité à l'égard de la protection de sa population. Pour lui, même si les effectifs à disposition sont restreints, ils paraissent suffisants, en tout cas pour l'instant.

Quant à Michel Buttin, Chef du Service cantonal de PCi, il a souligné l'importance d'un réseau de communication entre régions et le partage des informations avec l'ensemble des partenaires concernés, y compris l'OPC. Il s'agit donc bien de créer une nouvelle architecture informatique du canton de Vaud, a souligné Michel Buttin, et non pas seulement pour les besoins du Service cantonal. En ce qui concerne la PCi, le nouveau système d'information devrait donc fonctionner entre le Service cantonal et les régions au début de l'année 1998, a encore précisé Michel Buttin.

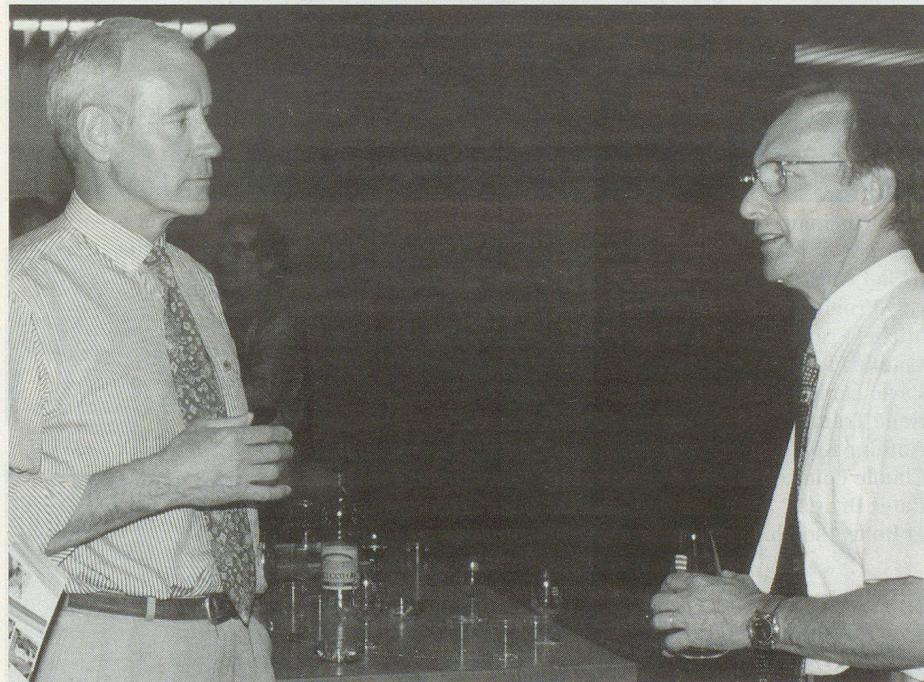
La Sécurité civile genevoise

C'est par un brillant exposé que Philippe Wassmer, directeur de la Sécurité civile genevoise a conclu la soirée. Tout d'abord, il a tenu à souligner que le système développé à Genève n'est pas exportable en l'état, d'autant plus que chacun sait qu'en

Christiane Langenberger: «... les compétences de l'AVPC et de l'ACVCS sont complémentaires, ce sont des raisons suffisantes pour tirer à la même corde».



PHOTOS: RM-INFO, PULLY



Echange d'expérience entre Michel Buttin et Philippe Wassmer.

Suisse chaque canton développe sa propre recette.

Pourtant, la PCi genevoise s'est vue contrainte de se restructurer, bien avant d'ailleurs que l'on parle d'une réforme fédérale de celle-ci, pour faire face à quelques défauts dans le système de secours et répondre aussi à une certaine pression politique. C'est en 1990 qu'une Commission cantonale de gestion a été chargée de procéder à l'analyse de la mission, de l'organisation et du fonctionnement du Service cantonal de PCi. C'est la même année que le Grand Conseil évoque un moratoire de la PCi avec comme résultat la diminution des crédits d'investissement de 4 millions et ceux de fonctionnement de 2 millions. Lors de la préparation du budget 1992, le Grand Conseil vote la suppression des subventions cantonales pour les

abris publics et privés ainsi que celles concernant la construction des COP (centre opératoire protégé). C'est le 24 septembre 1991 que Claude Haegi demande le développement d'un concept de Sécurité civile qui devra aussi englober la PCi, lui assignera de nouvelles missions même si celle-ci reste le pilier central.

Nouveau concept: la Sécurité civile

Autre point évoqué par Philippe Wassmer et qui a servi de base de réflexion importante. Il est apparu, à l'évidence que le nouveau concept devra être basé sur l'évolution des risques actuels et prévisibles. Il faut bien reconnaître que les facteurs de risques pour la population se sont diversifiés. Ceux ressortant de possibles catastrophes technologiques sont devenus ma-

jeurs, même s'il serait illusoire et dangereux de négliger des cas de conflits. La PCi deviendrait donc une force d'intervention au côté des services de secours officiels et notamment les sapeurs-pompiers, souligne encore Philippe Wassmer. La PCi devra aussi tenir compte d'une mission de secours nationale, régionale voire transfrontalière, en harmonie d'ailleurs avec la politique de protection civile de la Communauté européenne.

C'est le développement de ce nouveau concept de Sécurité civile qui a conduit aussi au regroupement des forces, soit à la régionalisation genevoise de la PCi. Aujourd'hui, cette régionalisation aboutit à la création de 13 groupements et 3 organisations particulières (Aéroport de Cointrin, les Services Industriels et l'Hôpital cantonal). «Protection civile» ne reviendra pas en détail sur la structure et le fonctionnement de la Sécurité civile et de la PCi puisque ceux-ci ont fait l'objet de plusieurs présentations dans ses colonnes.

Finalement, Philippe Wassmer évoque encore le fait que ce nouveau concept de Sécurité civile a reçu un accueil plutôt mitigé. On pourrait avoir l'impression que chacune des entités concernées (sapeurs-pompiers, protection civile, etc.) craignaient une certaine perte d'identité. Et c'est dans cette atmosphère un peu particulière qu'il a été fait appel à des volontaires pour constituer les détachements de spécialistes. Le besoin se situait aux alentours de 1000 à 1500 personnes, précise Philippe Wassmer. Grâce à l'envoi d'une brochure explicative «S'engager pour Genève» le succès a dépassé les espérances. C'est ce qui explique que les détachements de spécialistes sont constitués de véritables spécialistes. En conclusion, Philippe Wassmer indique encore que la Sécurité civile a été regroupée à Bernex, au centre cantonal de PCi ce qui offre beaucoup de souplesse notamment au niveau administratif. «Sur le fond encore, nous comptons intervenir au côté des autres partenaires; nous n'avons pas été acceptés. Maintenant nous nous mettons au service des partenaires et c'est ce qui nous a permis d'être reconnus. Une faiblesse pourtant: les moyens de transport qui devront encore être développés.» Quant à l'avenir, Philippe Wassmer pense que la Sécurité civile verra une simplification de son organisation; les détachements de génie et de logistique seront repensés; la structure du détachement sanitaire mobile sera simplifiée pour garantir une plus grande efficacité d'intervention. Par contre, les moyens matériels devront être étoffés. Les contacts avec le CICR et l'ONU seront intensifiés afin de profiter de leurs expériences en matière de planification à l'intervention. □



Onex et Confignon s'unissent

La PCi de Cressy, c'est réussi

rm. L'OPC de Cressy est né de la volonté de deux communes, Onex et Confignon, d'unir leurs forces et leurs moyens pour rendre la protection de leur population plus efficace et moins chère. Deux journées portes ouvertes ont permis à la population des deux communes de juger des résultats obtenus et de «justifier» la formule de Carlo Lamprecht, conseiller administratif d'Onex et président de la commission intercommunale: «La PCi de Cressy, c'est réussi».

Symboliquement, c'est dans la Chapelle du XV^e, qui a servi alternativement aux protestants et aux catholiques de lieu de culte, qu'a eu lieu le coup d'envoi des manifestations marquant la réunion des deux PCi d'Onex et de Confignon en OPC Cressy, sous la forme d'une conférence de presse. Pour la petite histoire, c'est le 25 juin 1974 que la Chapelle St Martin a été acquise par la Ville d'Onex et intégrée au patrimoine de la commune. Depuis ce moment elle est utilisée pour les délibérations du Conseil municipal.

La réunion de ces deux organismes de protection locale est le fruit d'une pensée

Les principaux auteurs et acteurs de la fusion (g. à dr.): Guy Progin, Michel Francey, Claude Plomb, Carlo Lamprecht, René Tramisier, Antoine Kohler, Claude Court, Peter Dreyer et Romy Plomb.

Guy Progin présente la manifestation à Claude Haegi, Conseiller d'Etat et président du DIER.



qui a vu le jour au début des années 90 comme l'a rappelé Guy Progin, Chef de l'OPC Cressy. «Pour Carlo Lamprecht, cette formule a le mérite d'avoir rassemblé autour d'un même objectif des groupements de communes et d'avoir induit une fructueuse collaboration entre les différents corps, à savoir: les organismes de PCi communales, les compagnies de sapeurs-pompiers volontaires, les polices municipales et les samaritains.»

L'information: clé de la réussite

Pour tous les acteurs de cette réunion, si la réunion des services de sécurité des deux communes permet une meilleure gestion de la protection de la population, encore

faut-il que cela se sache. C'est la raison pour laquelle deux journées portes ouvertes ont été mises sur pied, accompagnées de la distribution d'un journal présentant tous les services et contenant le plan d'attribution, à tous les ménages d'Onex et de Confignon.

Quelques chiffres

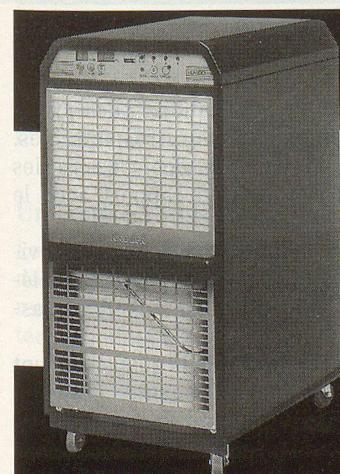
En terme de population l'OPC Cressy regroupe 18 386 habitants (dont environ 15 000 pour Onex et 3000 pour Confignon) pour une superficie de 556 km². L'effectif de l'OPC Cressy est de 1035 personnes. Les places protégées correspondent au 100 % de la population. Quant aux constructions, il y a un poste de comman-



Même les enfants étaient de la fête.



PHOTOS: RMINFO, PULY



De l'humidité dans les abris?

- La nouvelle génération de déshumidificateurs d'air – automatiques, robustes, fiables
- 11 modèles pour toutes les applications
- Mesures gratuites de l'humidité
- Méthode éprouvée depuis plus de 60 ans

Krüger + Cie SA
1606 Forel VD, Téléphone 021/781 27 91

Münzingen BE, Grellingen BL, Gordola TI, Dielsdorf ZH, Weggis LU,
Zizers GR, Samedan GR, Siebnen SZ, Degersheim SG

Envoyez-moi une information détaillée sur vos déshumidificateurs pour abris:
Nom: _____
Adresse: _____
NPA/Localité: _____
envoyer à: Krüger + Cie SA, 1606 Forel VD



KRÜGER

Télécommunications et aide humanitaire

Journée mondiale des télécommunications

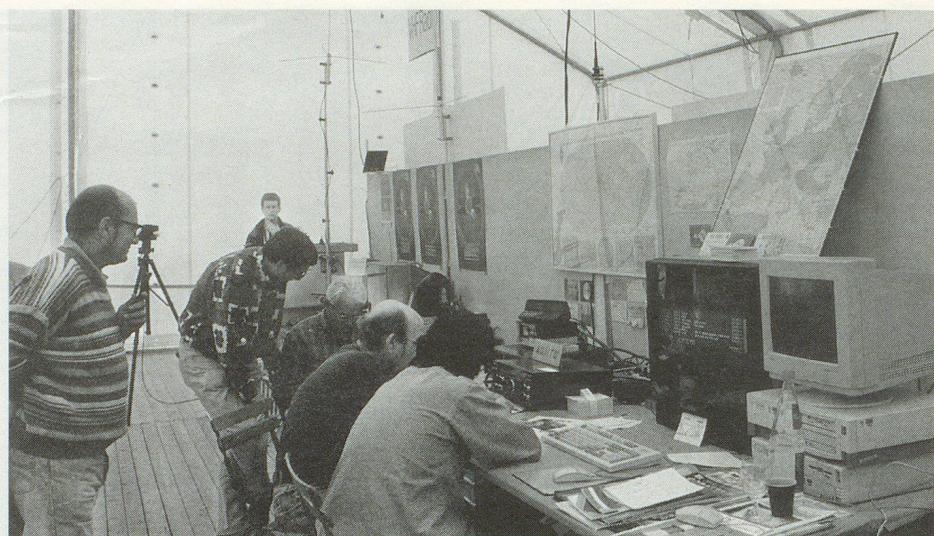
rm. S'inscrivant dans le cadre de la Journée mondiale des télécommunications, un centre de télécommunications a été installé sur la Place des Nations, à l'initiative de l'UIT (Union Internationale des Télécommunications) et du Département des Affaires Humanitaires (DHA) de l'ONU. Ouvert au public, il a permis à plusieurs milliers de personnes de se faire une idée de l'équipement de communication utilisé notamment par les organisations humanitaires.

Lorsque des catastrophes surviennent dans le monde, qu'elles soient naturelles ou causées par l'homme, le déploiement rapide de terminaux par satellite et l'utilisation de téléphones portables ou de radios à ondes courtes s'avèrent essentiels pour évaluer les dégâts, organiser les opérations de secours ou assurer la sécurité des travailleurs humanitaires. Les télécommunications d'urgence sont un outil indispensable pour sauver des vies humaines. Beaucoup d'équipements ont été installés et des démonstrations ont permis de se faire une idée plus précise de la nécessité de ces installations, souvent très sophistiquées, qui permettent aux organisations humanitaires d'être quasi indépendantes des structures existantes dans les pays où elles interviennent.

Comme le soulignait Martin Griffiths, Adjoint du Secrétaire général adjoint au DHA: «Pour les travailleurs humanitaires présents sur le terrain, qui risquent souvent leur vie, les «walkies-talkies» sont devenus un instrument de travail indispensable. La logistique mise en place lors des opérations de secours est souvent complexe. Elle ne saurait aboutir sans les contacts radio entre aéroports, dépôts et points de distribution. L'arrivée sûre et en temps voulu de convois acheminés sur des routes souvent dangereuses ne pourrait pas non plus être assurée sans terminaux mobiles et systèmes de navigation satellites.»

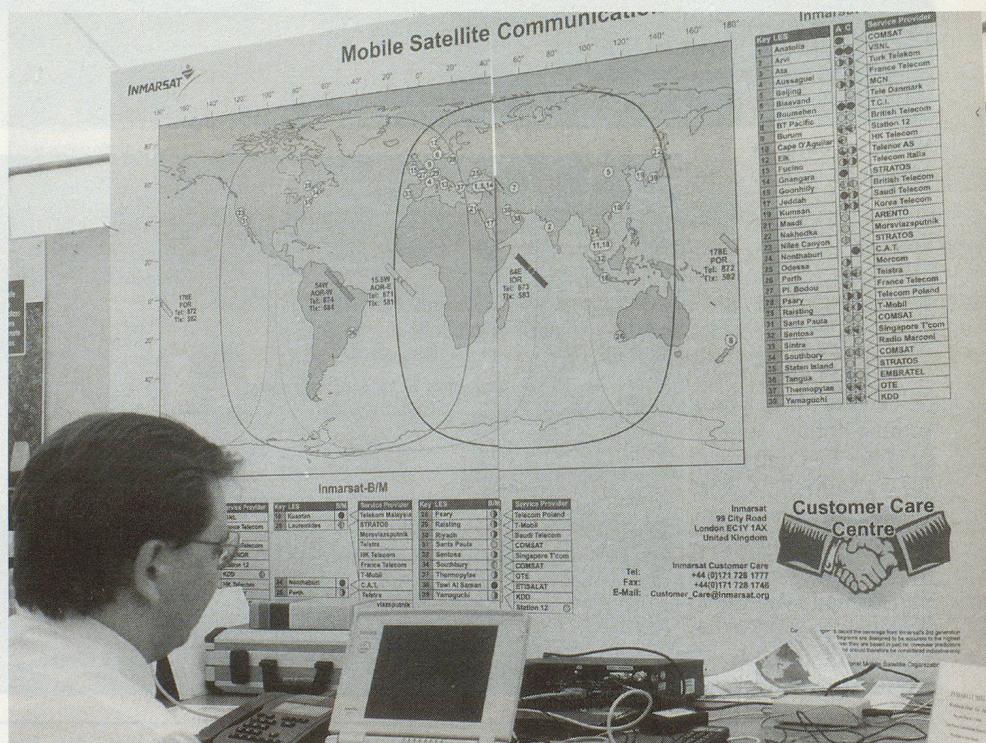
Da la difficulté de communiquer

Dans la vie de tous les jours, décrocher un téléphone est une affaire banale. Le téléphone cellulaire est devenu un moyen privilégié de communiquer entre personnes. La déréglementation, la privatisation et l'itinérance mondiale sont devenues des



Le coin des radioamateurs.

PHOTOS: RMINFO, PULY



La carte des réseaux «Inmarsat».

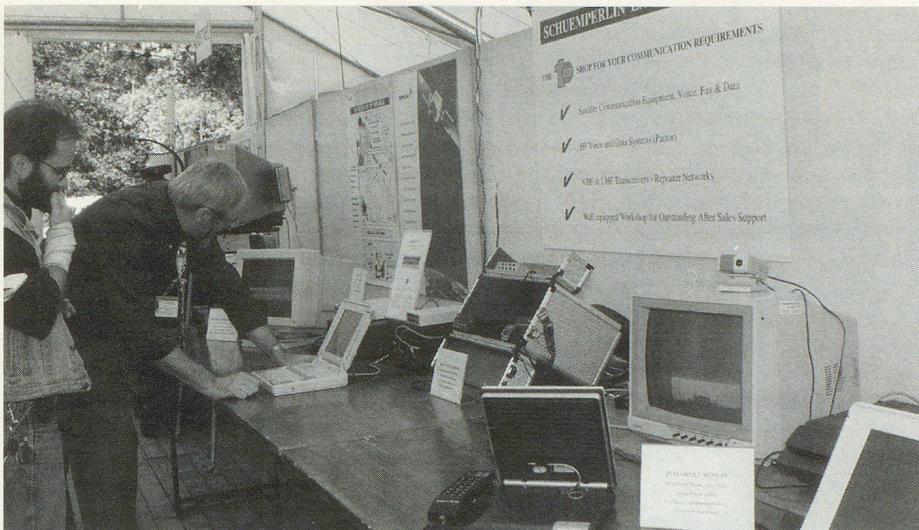
mots clés dans le débat économique et politique. Pourtant, il en est tout autrement dans la pratique. En effet, bon nombre de pays considèrent généralement le contrôle des télécommunications comme un élément essentiel de la souveraineté nationale. A cet égard, ce sont souvent ceux que l'on tente de secourir qui se montrent les plus chatouilleux dans ce domaine.

Une conférence internationale qui aura lieu à Genève au début de 1998, permettra sans doute de ratifier une convention internationale concernant les télécommunications en situation d'urgence, qui per-

mettra, par les ratifications successives des organismes nationaux responsables, de mettre un terme à des tracasseries bureaucratiques peu en rapport avec le secours d'urgence.

Ce genre de manifestation montre à l'évidence le rôle essentiel que jouent les télécommunications dans les cas de catastrophes.

Il faut aussi rappeler que le gouvernement suisse soutient financièrement le projet de Centre de télécommunication humanitaire qui permet au HCR de coordonner les opérations sur le terrain, de même que



Une partie des moyens nécessaires à la transmission HF, VHF, gestion d'images, etc.



Du téléphone mobile par satellite d'aujourd'hui...



... au téléphone satellite cellulaire de demain.

l'Etat de Genève qui a versé un montant de un million de francs suisses en 1996.

Un centre complet

Le Centre de télécommunication a permis de présenter les techniques de télécommunication actuellement utilisées sur le terrain, ainsi que celles qui dans l'avenir, joueront un rôle crucial dans le domaine de l'aide humanitaire.

A l'extérieur de la tente abritant le Centre proprement dit, une station mobile conçue par un opérateur anglais (Cable & Wireless)

Emergency Response Unit) démontrait les possibilités d'un moyen de communication complet posé sur un châssis de Land Rover. Cet équipement totalement autonome pendant une trentaine de jours pour deux personnes, offre des connexions radios HF et VHF, permet le raccordement de téléphone digital comme analogique et assure la transmission de la voix et des données par l'intermédiaire d'un réseau existant ou par satellite.

A l'intérieur de la tente (qui est d'ailleurs utilisée comme entrepôt de stockage, hôpital de campagne ou centre d'opération) un

certain nombre de zones de démonstration montraient les possibilités de radiocommunications en ondes décamacétriques (ondes courtes) avec les Nations Unies et d'autres réseaux professionnels. Un autre exemple, mais à ondes métriques, permettait de desservir une station réceptrice d'images satellites de météorologie. Tous ces moyens HF et VHF sont aussi utilisés sur le terrain; ils permettent des liaisons de types vocales ou de données sur le plan national ou international, depuis des stations fixes ou mobiles.

Un peu plus loin, démonstration par une entreprise suisse (Schuemperlin Engineering) des différentes possibilités de liaisons par satellites, au moyen de terminaux Inmarsat, fonctionnant aussi bien en mode phonie, télécopie que de données (fichiers, photos numérisées); ils ont permis d'éta-

blir des liaisons avec des équipes de secours se trouvant en Azerbaïdjan, en Iran et en d'autres endroits. Les radioamateurs étaient aussi présents. Ils jouent un rôle indispensable dans les télécommunications humanitaires. Animé par le Club international et le Club Suisse des radioamateurs, ils ont démontré les possibilités de communication depuis le Morse, jusqu'aux communications voix et données par BLU.

Internet était aussi présent, par l'intermédiaire d'un site développé par le DHA (<http://www.re liefweb.int>). Le ReliefWeb, puisque c'est son nom, est un système global d'information qui est destiné à gérer et à distribuer les informations concernant les situations d'urgence.

Enfin, une présentation de systèmes de communication qui seront opérationnels dans un proche

avenir, tels que ceux utilisant les satellites en orbite basse. Dans ce domaine, une série d'investisseurs se sont regroupés sous le nom d'Iridium. L'exploitation du système devrait débuter en 1998. Disposant de 66 satellites disposés à 780 kilomètres, il couvre toute la surface du globe. Pour être opérationnel, ce système ne nécessite pas le positionnement précis d'une parabole. Il utilise un téléphone cellulaire qui peut fonctionner aussi bien sur le réseau qu'être relayé par satellite. Le simple déploiement d'une antenne omnidirectionnelle suffit. □